3 JUIL 1952
Bureau de Coord.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 4 juin 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant :

1° les règles d'avancement des officiers de la Force navale ;

2° les conditions de transfert des officiers des autres Forces dans une des trois catégories d'officiers de la Force navale et le passage d'une catégorie d'officiers de cette même Force dans une autre",

a donné en sa séance du 19 juin 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4de Juni 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "bepalende

1° de regelen van bevordering voor de officieren der Zeemacht ;

2° de regeling der overplaatsings voorwaarden van de officieren van de andere Machten naar één der drie categorieën officieren van de Zeemacht en der overgang van een categorie officieren van diezelfde Macht naar een andere", heeft ter zitting van 19 Juni 1952 het volgend advies gegeven :

L'article 3, §§ 1er et 2, alinéa 2, ainsi que l'article 10 répètent des dispositions prévues dans les articles 14, 35, § 2, alinéa 3, et dans l'article 7 de la loi du 14 juin 1951.

Comme il n'est pas souhaitable de reprendre sous forme réglementaire des dispositions légales, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'omettre ces dispositions.

\+

\+ \+

L'article 7 dispose que la nomination de l'officier qui a été dépassé se fait sans effet rétroactif; il admet cependant des exceptions à ce principe, notamment lorsque l'officier "n'a pas satisfait en temps utile et par suite de circonstances indépendantes de sa volonté aux conditions prévues par les articles 16 et 17 de la loi du 14 juin 1951", c'est-à-dire aux épreuves de major et aux durées minima des services à accomplir dans chaque grade pour pouvoir être promu au grade supérieur.

Le projet entend, par cet article, prendre une disposition analogue à celle qui existe dans les autres forces. L'arrêté du 12 mars 1951, pris en exécution de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, a prévu en son article 7 le même principe; il prévoit également l'exception pour l'officier qui n'a pu présenter les épreuves de major

.../...

et pour celui qui n'a pu satisfaire aux conditions fixées par l'article 13 de la loi, c'est-à-dire à la condition relative aux services minima dans chaque grade et à la condition de durée de commandement exigée pour pouvoir être promu soit major, soit général-major.

L'arrêté du 6 octobre 1951, pris en exécution de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, a, de son côté, en son article 7, émis le même principe, mais n'a pas prévu comme exception le cas de l'officier n'ayant pas rempli les services minima dans le grade précédent.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de rédiger un article 7 identique à celui qui existe pour la force aérienne parce que la loi relative aux officiers de la force navale ne comprend pas plus que celle relative aux officiers de la force aérienne, une disposition ayant trait aux durées de commandement exigées pour accéder aux grades de major et de général-major, le Conseil d'Etat est d'avis que seule l'exception relative à l'officier n'ayant pu satisfaire à la condition fixée à l'article 16 de la loi doit être prévue.

\+

\+ \+

L'article 12, 2°, dispose que certains officiers devront, pour pouvoir être transférés dans la catégorie des services, avoir réussi une épreuve dont

le programme est déterminé par le Ministre de la Défense nationale. Comme ces officiers ne peuvent être que ceux visés à l'article 35, §§ 1er et 3,de la loi du 14 juin 1951, le Conseil d'Etat est d'avis de le dire expressément, et propose un texte qui répond à cette observation.

\+

\+ +

En disposant que l'article 13 ne s'applique que pour les cas de carrière normale, le projet entend maintenir aux officiers qui obtiennent leur transfert les pertes éventuelles d'ancienneté qu'ils auraient subies dans leur force ou catégorie d'origine.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui exprime cette intention.

\+

\+ +

L'article 14 dispose que le classement des officiers qui ont obtenu leur transfert est fixé par le Roi lorsque l'article 13 est inapplicable.

Le Conseil d'Etat est d'avis que le projet doit préciser les cas où cet article est inapplicable, c'est-à-dire les cas où les officiers qui ont été recrutés dans le personnel de la marine de l'Etat en vertu de l'article 35 de la loi du 14 juin 1951 n'ont pas d'ancienneté de sous-lieutenant.

\+

\+ +

.../...

Il semble résulter de l'article 17, alinéa 4, que le transfert exceptionnel n'aura lieu qu'au profit de la catégorie des services.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'en faire bénéficier également la catégorie des techniciens, il y a lieu de prévoir les conditions spéciales que devront remplir les officiers qui demanderont leur transfert dans cette catégorie. Le Gouvernement n'entendant exiger que la seule condition relative aux diplômes ou brevets fixée à l'article 12, 1°, il y a lieu de le prévoir expressément.

\+

\+ \+

Le comité dont il est question à l'article 17 doit donner au Ministre de la Défense nationale un avis notamment au sujet du classement à la force navale des officiers qui y seront transférés en vertu de l'article 16 du projet.

Pour obéir au prescrit des articles 7 et 12 de la loi du 14 juin 1951, ce classement ne peut concerner que les officiers qui ont la même ancienneté de sous-lieutenant.

\+

\+ \+

.../...

L'arrêté royal du 12 mars 1951 en son article 10 et l'arrêté royal du 6 octobre 1951 en son article 13 disposent,le premier pour la force terrestre et le second pour la force aérienne,que certains de leurs articles ne sont pas obligatoires lorsque leur force est mobilisée pour la guerre.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'appliquer une disposition analogue à la force navale, un article similaire doit être inséré dans le projet.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après. En ce qui concerne les renvois au texte du projet du Gouvernement, il y a lieu, pour des raisons de concordance générale, de remplacer dans les articles du projet,à l'exception de l'article final, les mots : "Notre Ministre de la Défense nationale" par "le Ministre de la Défense nationale".

\+

\+ +

.../...

ARRETE ROYAL PRIS EN EXECUTION DE LA LOI DU 14 JUIN 1951 SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS DE LA FORCE NAVALE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29, 66, 67 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, notamment les articles 7, 12, 14, 15 et 21;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Section 1. - De l'avancement des officiers.

Article 1er.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 2.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 3.-

A moins de circonstances exceptionnelles qui doivent être exposées dans un rapport au Roi,

.../...

il ne peut y avoir plus de onze mois d'écart d'ancienneté d'officier, pour les cas de carrière normale, entre les officiers des trois catégories de la force navale et les officiers de l'arme la moins favorisée de la force terrestre à promouvoir au même grade supérieur ou équivalent.

Article 4.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de diviser le § 1er en deux alinéas et d'insérer "de la Défense nationale" dans le § 2) ...

Article 5.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 6.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 7.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer la mention de l'article 17 et d'écrire : "...à la condition prévue par l'article 16 de la loi du 14 juin 1951...") ...

Section 2. - Des pertes d'ancienneté.

Article 8.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 9.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 3. - Du transfert dans une des catégories de la force navale.

Article 10.-

L'officier de la force navale ou d'une autre force qui demande son transfert dans les catégories des officiers de pont ou des officiers techniciens, doit réunir les conditions suivantes :

1° avoir satisfait à un examen médical portant sur les conditions physiques exigées pour les officiers de pont ou techniciens, telles qu'elles sont fixées par le Ministre de la Défense nationale;

2° être porteur d'un des brevets ou diplômes déterminés par le Ministre de la Défense nationale;

3° avoir satisfait à des épreuves théoriques et pratiques dont le programme est fixé par le Ministre de la Défense nationale;

4° avoir effectué un stage probatoire d'une durée à déterminer par le Ministre de la Défense nationale.

Le Ministre de la Défense nationale peut dispenser des épreuves prévues au 3°, les candidats qui ont satisfait à des épreuves jugées par lui équivalentes.

Article 11.-

L'officier de la force navale ou d'une autre force, qui demande son transfert dans la catégorie des officiers des services, doit avoir effectué un stage probatoire d'une durée à déterminer par le Ministre de la Défense nationale.

Les officiers visés à l'article 35, §§ 1er et 3, de la loi du 14 juin 1951 doivent, en outre, avoir réussi une épreuve dont le programme est déterminé par le Ministre de la Défense nationale.

Article 12.-

L'officier admis dans une des catégories des officiers de la force navale y prend rang avec son grade et son ancienneté d'aspirant ou de sous-lieutenant; il y est classé à la suite des officiers nommés aspirant ou sous-lieutenant à la même date que lui.

Si l'officier admis est pourvu d'un grade supérieur à celui des officiers de sa catégorie qui ont même ancienneté d'aspirant ou de sous-lieutenant que lui, il recevra un classement provisoire à la suite des officiers de son grade jusqu'au moment de la promotion à ce grade des officiers de même ancienneté d'aspirant ou de sous-lieutenant que lui. Il sera classé, pour l'avancement ultérieur, à la suite des officiers de même ancienneté d'aspirant ou de sous-lieutenant que lui.

Les pertes d'ancienneté subies par l'officier avant son transfert, sont maintenues pour la fixation de son ancienneté d'aspirant ou de sous-lieutenant.

Article 13.-

Le classement des officiers dont il est question à l'article 35 de la loi du 14 juin 1951 et qui sont transférés dans une autre catégorie, est fixé par le Roi au moment de leur transfert si les dispositions de l'article 12 ne peuvent leur être appliquées.

.../...

Article 14.-

En ce qui concerne l'avancement d'un officier qui a obtenu son transfert dans une catégorie de la force navale, les formalités régulièrement accomplies dans la force ou dans la catégorie d'origine restent valables.

Section 4. Dispositions générales.

Article 15.-

§ 1er. Jusqu'à la fin du troisième mois qui suit la publication du présent arrêté, les officiers de la force terrestre et de la force aérienne qui font du service à la force navale peuvent être transférés :

1° dans la catégorie des services de la force navale sans devoir réunir les conditions fixées à l'article 11;

2° dans la catégorie des techniciens sans devoir réunir les conditions fixées à l'article 10, 1°, 3° et 4°.

§ 2. Un comité spécial composé de cinq officiers généraux et supérieurs choisis dans les trois forces par le Ministre de la Défense nationale est chargé de donner à ce dernier son avis au sujet des demandes de transfert dont il est question au § 1er et du classement d'ancienneté des officiers transférés.

.../...

Dans son avis relatif aux transferts ce comité doit notamment tenir compte des services déjà prestés à la force navale par les officiers demandant leur transfert.

Article 16.-

Lorsque la force navale est mobilisée pour la guerre, les règles établies par les articles 3, 4, 5 et 6 ne sont pas obligatoires.

Article 17.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Artikel 3, § 1 en § 2, tweede lid, en artikel 10 herhalen bepalingen voorkomende in de artikelen 14, 35,§ 2, derde lid, en 7 van de wet van 14 Juni 1951

Daar het niet aangewezen is wetsbepalingen in de tekst van reglementen over te nemen, adviseert de Raad van State die bepalingen te schrappen.

\+

\+ \+

Luidens artikel 7 geschiedt de benoeming van de officier die werd voorbijgegaan, zonder terugwerkende kracht; op dat beginsel worden echter uitzonderingen aanvaard, namelijk wanneer de officier "ingevolge omstandigheden onafhankelijk van zijn wil niet te gepasten tijde voldaan heeft aan de voorwaarden bij de artikelen 16 en 17 van de wet van 14 Juni 1951 gesteld", dit wil zeggen aan de examens voor majoor en aan de minimumdiensttijd die in elke graad moet volbracht zijn om tot de hogere graad te kunnen bevorderd worden.

Het ontwerp wil met dat artikel een zelfde voorziening treffen als die welke voor de andere krijgsmachten bestaat. In het besluit van 12 Maart 1951,genomen ter uitvoering van de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren,is in artikel 7 hetzelfde beginsel neergelegd; daarin wordt ook een uitzondering gemaakt voor de officier die de examens van majoor niet heeft kunnen afleggen en voor die welke niet heeft kunnen voldoen aan de voorwaarden bij artikel 13 van de wet gesteld, dit wil zeggen aan de voorwaarde

.../...

inzake de minimumdiensttijd in elke graad en aan de voorwaarde inzake de duur van bevelvoering, opgelegd om hetzij tot majoor, hetzij tot generaal-majoor te kunnen worden bevorderd.

Het besluit van 6 October 1951, genomen ter uitvoering van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering der officieren der luchtmacht, heeft in artikel 7 hetzelfde beginsel geformuleerd doch geen uitzondering gemaakt voor het geval dat de officier niet de minimumdiensttijd in de vorige graad heeft doorgemaakt.

Daar de Regering voornemens is artikel 7 op dezelfde wijze te stellen als voor de luchtmacht, aangezien de wet betreffende de officieren der zeemacht evenmin als die betreffende de officieren der luchtmacht een bepaling bevat met betrekking tot een verplichte tijd van werkelijk commando om tot majoor en generaal-majoor te worden bevorderd, is de Raad van State van advies dat alleen een uitzondering moet worden gemaakt voor de officier die niet aan de bij artikel 16 der wet gestelde voorwaarde heeft kunnen voldoen.

\+

\+ \+

Luidens artikel 12, 2°, moeten sommige officieren, om naar de categorie diensten te kunnen overgaan, geslaagd zijn voor een examen waarvan de Minister van Landsverdediging het programma bepaalt. Daar hier bedoeld zijn de officieren waarvan sprake in artikel 35, §§ 1 en 3, van de wet van 14 Juni 1951, adviseert de Raad van State, zulks uitdrukkelijk te zeggen en stelt hij een tekst dienovereenkomstig voor.

\+

\+ \+

.../...

Het ontwerp bepaalt dat artikel 13 alleen op de gevallen van normale loopbaan van toepassing is; daarmede wil het bereiken dat de officieren, die hun overplaatsing bekomen, het eventueel verlies van anciënniteit behouden dat zij in hun vorige krijgsmacht of categorie mochten hebben ondergaan.

De Raad van State stelt een tekst voor, die deze bedoeling weergeeft.

\+

\+ +

Luidens artikel 14 wordt de rangschikking van de officieren die hun overplaatsing hebben bekomen door de Koning bepaald wanneer artikel 13 op hen niet van toepassing is.

De Raad van State is van advies dat het ontwerp duidelijk moet aangeven, in welke gevallen dat artikel 13 niet van toepassing is, namelijk de gevallen waar de officieren die krachtens artikel 35 van de wet van 14 Juni 1951 onder het personeel van de Staatsmarine zijn aangeworven, geen anciënniteit van onderluitenant hebben.

\+

\+ +

Artikel 17, vierde lid, schijnt er op te wijzen dat de uitzonderlijke overgang alleen ten voordele van de categorie diensten zal geschieden.

.../...

Daar de Regering echter voornemens is ook de categorie der technici daarvoor in aanmerking te laten komen, is het nodig te bepalen aan welke bijzondere voorwaarden de officieren, die hun overplaatsing naar die categorie aanvragen, moeten voldoen. De Regering wil een enkele voorwaarde stellen, namelijk die betreffende diploma's of brevetten gesteld bij artikel 12, 1°, en zou dit dus uitdrukkelijk moeten zeggen.

\+

\+ +

Het in artikel 17 bedoelde comité moet de Minister van Landsverdediging onder meer van advies dienen over de rangschikking bij de zeemacht van de officieren die krachtens artikel 16 van het ontwerp naar die macht worden overgeplaatst.

Gelet op het bepaalde in de artikelen 7 en 12 van de wet van 14 Juni 1951, kan die rangschikking alleen betrekking hebben op de officieren met dezelfde anciënniteit van onderluitenant.

\+

\+ +

Het koninklijk besluit van 12 Maart 1951 bepaalt in artikel 10 met betrekking tot de landmacht en het koninklijk besluit van 6 October 1951 in artikel 13 met betrekking tot de luchtmacht, dat sommige artikelen van die besluiten niet langer bindend zijn wanneer het leger voor de oorlog wordt gemobiliseerd.

.../...

Daar de Regering de bedoeling heeft een zelfde bepaling op de zeemacht toe te passen, moet in het ontwerp een soortgelijke bepaling worden ingevoegd.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp enkele opmerkingen over de vorm te maken waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden. Wat betreft de verwijzingen naar de tekst van het ontwerp der Regering, moeten, met het oog op de algemene overeenstemming, in alle artikelen van het ontwerp,met uitzondering van het slotartikel, de woorden "Onze Minister van Landsverdediging" vervangen worden door "de Minister van Landsverdediging".

KONINKLIJK BESLUIT GENOMEN TER UITVOERING VAN DE WET VAN 14 JUNI 1951 OP DE STAND EN DE BEVORDERING VAN DE OFFICIEREN VAN DE ZEEMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 29, 66, 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, namelijk op de artikelen 7, 12, 14, 15 en 21;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Afdeling 1. - Bevordering der officieren.

Artikel 1.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 2.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 3.-

Behalve in uitzonderlijke omstandigheden die in een verslag aan de Koning dienen te worden uiteengezet, mag voor de gevallen van normale loopbaan niet meer dan elf maanden verschil in anciënniteit als officier bestaan tussen de officieren der drie categorieën van de zeemacht en de officieren van het minst begunstigde wapen van de landmacht, die tot dezelfde hogere of gelijkwaardige graad te bevorderen zijn.

Artikel 4.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits § 1 in twee leden te verdelen en in § 2 van de Franse tekst "de la Défense nationale" in te voegen) ...

.../...

Artikel 5.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 6.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 7.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits de vermelding van artikel 17 te schrappen en te lezen : "... aan de voorwaarde bij artikel 16 der wet van 14 Juni 1951 gesteld ...") ...

Afdeling 2.- Verlies van anciënniteit.

Artikel 8.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 9.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 3.- Overplaatsing naar een der categoriëen van de zeemacht.

Artikel 10.-

De officier van de zeemacht of van een andere krijgsmacht die zijn overplaatsing naar de categorie van de dekofficieren of van de officieren-technici aanvraagt, moet de volgende voorwaarden vervullen :

.../..

1° voldaan hebben bij een geneeskundig onderzoek naar de lichamelijke eisen, te stellen aan de dekofficieren of officieren-technici en door de Minister van Landsverdediging te bepalen;

2° houder zijn van een van de brevetten of diploma's door de Minister van Landsverdediging bepaald;

3° voldaan hebben bij theoretische en practische examens en proeven, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma bepaalt;

4° een proeftijd hebben doorgemaakt waarvan de Minister van Landsverdediging de duur bepaalt.

De Minister van Landsverdediging kan vrijstelling verlenen van de examens en proeven bedoeld in 3°, aan de candidaten die voldaan hebben bij examens en proeven die hij gelijkwaardig acht.

Artikel 11.-

De officier van de zeemacht of van een andere krijgsmacht die zijn overplaatsing naar de categorie van de officieren van de diensten aanvraagt, moet een proeftijd doorgemaakt hebben waarvan de Minister van Landsverdediging de duur bepaalt.

De officieren bedoeld in artikel 35, §§ 1 en 3, van de wet van 14 Juni 1951 moeten bovendien geslaagd zijn voor een examen waarvan de Minister van Landsverdediging het programma bepaalt.

.../...

Artikel 12.-

De officier die opgenomen wordt bij een der categorieën der zeemacht, neemt er zijn plaats in met zijn graad en zijn ancienniteit van aspirant of onderluitenant; hij wordt er gerangschikt onmiddellijk na de officieren, op dezelfde datum als hij tot aspirant of onderluitenant benoemd.

Zo de opgenomen officier een hogere graad bekleedt dan die der officieren van zijn categorie met dezelfde ancienniteit van aspirant of onderluitenant als hij, zal hij voorlopig gerangschikt worden achter de officieren van zijn graad, tot dat de officieren met dezelfde ancienniteit van aspirant of onderluitenant als hij tot die graad worden bevorderd. Dan zal hij gerangschikt worden, voor verdere bevordering, na de officieren met dezelfde ancienniteit van aspirant of onderluitenant als hij.

Het verlies van ancienniteit, dat de officier vóór zijn overplaatsing heeft ondergaan, wordt voor de vaststelling van zijn ancienniteit van aspirant of onderluitenant behouden.

Artikel 13.-

De rangschikking van de officieren bedoeld in artikel 35 van de wet van 14 Juni 1951, die naar een andere categorie overgaan, wordt bij hun overgang door de Koning vastgesteld, indien het bepaalde in artikel 12 op hen niet kan worden toegepast.

.../...

Artikel 14.-

Ten aanzien van de bevordering van een officier die zijn overplaatsing naar een categorie van de zeemacht heeft bekomen, blijven geldig de formaliteiten die in de krijgsmacht of de categorie waaruit hij komt regelmatig werden vervuld.

Afdeling 4.- Algemene bepalingen.

Artikel 15.-

§ 1. Tot het einde van de derde maand die volgt op de bekendmaking van dit besluit, kunnen de officieren der landmacht en der luchtmacht die bij de zeemacht dienst doen, overgeplaatst worden :

1° naar de categorie der diensten der zeemacht, zonder aan de in artikel 11 gestelde voorwaarden te moeten voldoen;

2° naar de categorie der technici, zonder aan de in artikel 10, 1°, 3° en 4°, gestelde voorwaarden te moeten voldoen.

§ 2. Een bijzonder comité bestaande uit vijf opper- en hoofdofficieren, in de drie krijgsmachten door de Minister van Landsverdediging gekozen, is er mede belast de Minister van advies te dienen over de aanvragen om overplaatsing waarvan in § 1 sprake en over de rangschikking naar ancienniteit van de overgeplaatste officieren.

.../...

In zijn advies terzake van de overplaatsing moet dit comité onder meer rekening houden met de dienst welke de officieren,die hun overplaatsing aanvragen, reeds bij de zeemacht hebben gedaan.

Artikel 16.-

Wanneer de zeemacht voor de oorlog wordt gemobiliseerd,zijn de regelen bij de artikelen 3, 4, 5 en 6 vastgesteld niet langer bindend.

Artikel 17.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER, L.FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.